

Trimestriel N°23 // Mars 2026

CAMARADE !

PAR ET POUR LES JEUNES SYNDICALISTES



CELLES QUI ONT ENCORE LA
FLAMME VONT FINIR PAR
TOUT CRAMER



ÉDITO

Par le comité de rédaction

Les mobilisations à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes se renforcent chaque année. Les rassemblements, manifestations et piquets de grève réunissent toujours plus de militant-es le 8 mars et démontrent les aspirations des jeunes travailleur-euses pour mettre fin au patriarcat. Les femmes ne veulent pas qu'on leur offre des pralines mais bien la jouissance de leurs droits.

Alors que le sens de l'Histoire voudrait que notre société cesse de sanctionner les femmes, le gouvernement Arizona rame à contre-courant. La réforme des allocations de chômage va jeter des milliers de travailleuses dans la misère, le malus Jambon va appauvrir celles qui prendront leur pension et la politique de brutalisation des plus précaires sera bien plus durement vécue par les femmes. Mais cette violence ne s'arrête pas à nos frontières. Partout dans le monde et particulièrement là où le capitalisme se fait le plus prédateur, les femmes et les minorités de genre sont les plus exploitées.

Pour les Jeunes FGTB, il est plus qu'important d'inscrire la lutte féministe au sein de la lutte des classes et de la lutte contre les impérialismes. De Bruxelles à Caracas, de Kiev à Gaza en passant par Téhéran, nos camarades méritent toustes de mener un vie digne en mettant fin à l'exploitation par les hommes, les bourgeois et les empires.

DOSSIER THÉMATIQUE

- 2 ON EN A PLEIN LE DOS !
- 3 INTERVIEW : LUTTER QUOTIDIENNEMENT POUR LES DROITS DES FEMMES AU MAROC
- 4 LES FEMMES DISPARAISSENT QUAND LES HOMMES VIEILLISSENT
- 5 PRIVILÈGES : CE QU'IL NOUS RESTE À ABOLIR
- 6 LE FÉMINISME MARXISTE : UN FÉMINISME DE LUTTE

INTERNATIONAL

- 7 INTERVIEW : LES LUTTES SYNDICALES AU MAROC

CONTRIBUTION

- 8 RACISME, LUTTE DES CLASSES ET ARIZONA

HISTOIRE DES LUTTES

- 9 LE COMBAT DES MINEURS ANGLAIS CONTRE THATCHER

MOBILISATION

- 10 MANIFESTATION NATIONALE CONTRE L'ARIZONA LE 12/03



QUI SOMMES-NOUS ?

Les Jeunes FGTB sont un mouvement progressiste et autonome. Nos membres adhèrent aux idéaux antiautoritaires et aux objectifs de révolution sociale de la FGTB. Nous nous voulons être une force de changement et d'innovation, y compris au sein de la FGTB. Nous souhaitons construire des rapports de force en développant une dynamique participative, avec le contrôle des travailleur-euses et des étudiant-es.

Les Jeunes FGTB agissent pour un changement radical de société où chacun-e puisse jouir de tous les droits en sa qualité d'être humain, où le partage de toute forme de richesse et l'égalité entre toustes soient effectifs. Iels agissent pour un réel développement durable et universel. En ce sens, nous rejetons les valeurs du capitalisme et du néolibéralisme. Ensemble, nous luttons contre l'exclusion et toute forme de discrimination.

Les Jeunes FGTB poursuivront leurs buts en collaboration avec tout groupe qui a les mêmes objectifs ou la même vision de l'action à mener, tout en gardant leur indépendance. Dans cette perspective, nous nous prononçons sans ambiguïté pour la primauté de l'action interprofessionnelle et universaliste – espace par excellence de la solidarité – et contre tout corporatisme.

Le média *Camarade !* a fait le choix d'employer l'écriture inclusive. Nous pensons que la codification académique de la langue française est un outil de domination et qu'il est nécessaire de continuer à faire évoluer le français dans une optique progressiste face à l'immobilisme instauré par une poignée d'hommes sexistes et conservateurs au sein d'institutions cherchant à figer et réglementer la langue. Nous sommes convaincu-es que le langage peut être vecteur de changement et que l'emploi de l'écriture inclusive peut participer à réduire l'invisibilisation des femmes et à sortir de la binarité en visibilisant les minorités de genre.

Dans ce contexte, toutes les personnes interviewées pour notre journal sont averties que toutes leurs citations sont rendues inclusives à la publication. Par ailleurs, lorsqu'un genre est surreprésenté au sein d'un groupe de personnes et qu'en faire la mention visibilise la nature genrée d'une situation que l'on souhaite dénoncer, nous ferons le choix de ne pas rendre l'énoncé inclusif : dire que « les aide-ménagères exploitées » sont majoritairement des femmes et « les grands patrons » des hommes a un sens militant que nous ne souhaitons pas effacer.

ON EN A PLEIN LE DOS !

LUTTE POUR EN FINIR AVEC LA SOUS-TRAITANCE DU NETTOYAGE

PAR LE BALAI // COLLECTIF DE LUTTE À L'ULB

En mars 2025, à l'ULB, un nouveau mouvement a émergé contre la sous-traitance du nettoyage. Étudiant-es et membre du personnel de l'ULB se sont lié-es avec les nettoyeur-euses de leur campus pour entamer une campagne sous la bannière "Balai en Lutte". Le but : en finir avec la mise en compétition des entreprises de nettoyage qui exerce in fine une pression considérable sur le personnel du nettoyage. Retour sur moins d'une année de lutte liant ouvrier-es du nettoyage, étudiant-es et personnel de l'ULB.

Il fait encore noir quand le 7 mars avant l'aube, les employé-es de ISS se rassemblent devant le local qui abrite leur matériel de travail. Le local est fermé, cadenassé, comme tous les autres bâtiments du campus du Solbosch. Aujourd'hui on ne travaille pas, tout est bloqué, c'est la grève.

Comme chaque année depuis 2018, le campus devient le théâtre de mobilisations dans le cadre de la journée de lutte pour les droits des femmes et minorités de genre. L'une des revendications clé est celle de la revalorisation du travail du soin, toujours largement effectué par les personnes sexisées. Et sur le campus, celles et ceux qui payent le plus les frais d'un travail sous-valorisé, ce sont bien les nettoyeur-euses. Ce matin-là donc, on a profité de la pénombre encore ambiante et de l'incapacité forcée de travail des nettoyeur-euses pour projeter des extraits du film « Le balai libéré » de Coline Grando. L'histoire est celle de la lutte menée par les nettoyeuses de l'UCL des années 70, qui mena non seulement au licenciement de leur propre patron mais aussi à leur organisation en autogestion pendant 15 ans. Quelques semaines après la projection, l'idée a fait son chemin : finalement, cette histoire... pourquoi pas à l'ULB, en 2025 ? De fait, à l'ULB comme dans la plupart des grandes entreprises et institutions, le travail de nettoyage est réalisé par des personnes employées dans une entreprise externe à l'institution. Ici, sur le campus du Solbosch, l'entreprise en question, embauchée par l'ULB, est ISS.

Le système de la sous-traitance est vicieux. Dans le cas de l'ULB, un appel d'offres aux entreprises de nettoyage (comme ISS) est réouvert et renégocié tous les quatre ans. Le but du renouvellement de cet appel est de minimiser les dépenses pour l'université. En pratique, ce sont les employeur-ses imposant les cadences les plus rapides à leurs ouvrier-es qui seront retenu-es.

La répétitivité quotidienne des mouvements, jointe aux cadences imposées, génèrent de nombreuses maladies : syndromes du canal carpien, tendinites, problèmes de dos, etc. Ces problèmes de santé mènent régulièrement à des arrêts prolongés de travail pour cause de maladie longue durée. Nombreux sont les récits de membres du personnel qui ont dû se faire opérer de la main ou des articulations. En fin de compte, la sous-traitance accentue ce problème des cadences infernales et permet à l'ULB de se dédouaner des conséquences pourtant très manifestes sur la santé du personnel.

À la pénibilité physique du travail de nettoyage, s'ajoute la pénibilité liée aux horaires. Ainsi, les journées des nettoyeur-euses du campus débutent avec un réveil souvent vers 4h30 mais parfois plus tôt. La plupart ne vivent pas près de l'ULB. Le pointage est à 6h, les auditoriums doivent être prêts pour 8h, heure des premiers cours. L'unique pause a lieu à 11h45, presque 6 heures après le début du jour, et est chronométrée à 30 minutes. La journée se termine tôt vers 14h – pour celles et ceux qui n'enchainent pas avec un emploi complémentaire. Mais la soirée s'achève vite aussi : le réveil retentit toujours tôt le lendemain. Pour beaucoup, la vie familiale est limitée, voire mutilée par ces horaires.

Une autre source de pénibilité est celle liée au contrôle. Le personnel du nettoyage est soumis à mille-feuille de contrôle : l'entreprise réalise elle-même un contrôle sur ses ouvrier-ères auquel se rajoute celui réalisé par les 3 brigadiers (3 temps-plein) de l'ULB et celui de l'entreprise externe. Un dossier de harcèlement moral et sexuel, de racisme et d'exposition à l'amiante a mené en 2025 au licenciement d'un

des brigadiers de l'ULB et au déplacement des deux autres. Néanmoins, la situation reste difficile avec les nouveaux brigadiers, parfois accompagnés de l'entreprise externe, qui mènent leurs contrôles aux critères impossibles parfois juste après le passage des étudiant-es et de façon surprise.

Depuis mars 2025, aux réunions entre sympathisant-es et délégués syndicaux ISS, succèdent des midis de solidarité où nettoyeur-euses, personnel de l'ULB et étudiant-es se rencontrent autour d'un sandwich ou d'un café gratuits. Depuis septembre, ces repas se poursuivent et prennent de l'importance. Et pendant les journées de grève des 24, 25 et 26 novembre le Foyer, rebaptisé de lutte, a rassemblé plus de 50 membres du personnel du nettoyage pour la rédaction et l'adoption de revendications transitoires à destination de l'ULB.

Puis vient décembre, une journée décisive fait évoluer la lutte : le Balai en lutte, composé alors de 20 employé-es ISS et 20 soutiens de l'ULB, se retrouve à Paris pour rencontrer une cinquantaine de nettoyeur-euses de Sciences Po Paris (Collectif du Lien) ainsi que quelques personnes soutien de Sciences Po Grenoble (Syndicat Ourse). Le lien entre ces deux collectifs : avoir arraché quelques victoires d'amélioration de leurs conditions de travail, parfois au prix de plusieurs semaines de grève. Le chemin vers la fin de leur sous-traitance reste cependant encore semé d'embûches. À la fin de la journée on se promet de se retrouver vite et, surtout, on scande joyeusement le début de la première Internationale du Nettoyage. Au terme de presque une année de rencontres et mobilisations, l'évolution du mouvement Balai en lutte amène beaucoup d'espoir quant à l'alliance possible entre personnes d'âges, lieux de vie et statuts sociaux différents. Dans un climat politique et économique de plus en plus brunâtre, des interstices de lutte de classe continuent d'émerger, voire de flamber.



INTERVIEW

LUTTER QUOTIDIENNEMENT
POUR LES DROITS DES FEMMES
AU MAROC

PAR LUCILE DE REILHAN //
CHARGÉE DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB

Lors de notre mission au Maroc, nous avons eu la chance de rencontrer la coordinatrice de la maison communautaire des femmes, une branche de l'association Darna. Ce court entretien réalisé en septembre 2025 aborde les réalités des femmes Marocaines et les missions que se donnent les associations féministes telles que l'association Darna.

// EST-CE QUE TU PEUX NOUS PRÉSENTER L'ASSOCIATION DARNA EN QUELQUES MOTS ? QUELLE EST SA MISSION PRINCIPALE ? QUELLES ACTIVITÉS MENEZ-VOUS AU QUOTIDIEN ?

L'association Darna est une association de droits marocains, créée en 1995. Notre but est d'accompagner les enfants et les femmes dans l'accès à leurs droits, à l'éducation, à la formation et à l'insertion professionnelle. Concrètement, on accueille les personnes, on échange avec elles et on les accompagne dans leurs besoins du quotidien. On organise des ateliers et des activités (créatifs, théâtres, cuisine, échanges, sorties) pour créer du lien, rompre l'isolement et redonner confiance. On travaille aussi en équipe et avec des partenaires pour préparer des actions et les adapter aux besoins du terrain.

// DANS QUEL CONTEXTE L'ASSOCIATION A-T-ELLE VU LE JOUR ?

L'asso a été créée au milieu des années 90 lorsque les problèmes sociaux et la pauvreté se sont accentués au Maroc, ayant pour conséquences le phénomène d'enfants vivant en rue ainsi que beaucoup de pauvreté et de chômage chez les femmes. La volonté initiale était donc de donner une place aux groupes marginalisés, de leur permettre une participation citoyenne et de les doter de compétences afin de leur permettre d'accéder à l'emploi.

// PEUX-TU NOUS EXPLIQUER LES CAUSES DE CETTE ACCENTUATION DES INÉGALITÉS AU MILIEU DES ANNÉES 90 ?

Il existe plusieurs causes à cette augmentation des inégalités. Premièrement : l'ajustement structurel que la Banque mondiale et le FMI ont imposé aux pays du tiers-monde afin de rembourser les dettes – pourtant illégitimes. La première phase, entre 1982-92, consistait à forcer l'État marocain à réduire son budget dans l'éducation, la santé, l'emploi et le logement. Cela a eu des conséquences négatives sur la population marocaine. En parallèle, nous avons fait face à une sécheresse importante sur le long terme, alors même que l'économie marocaine de l'époque était principalement basée sur l'agriculture. Cette sécheresse a affecté l'économie et la population puis causé un exode rural, notamment vers Tanger. En arrivant en ville, les familles nombreuses n'ont pas eu la possibilité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants. C'est dans ce contexte de pauvreté que les parents n'ont pas d'autres choix que de laisser leurs enfants "traîner" en rue et travailler de manière informelle. C'est à Tanger et à Casablanca – villes industrielles – que nous avons commencé à observer ce phénomène. Ces enfants "de la rue" rencontrent, de fait, des difficultés scolaires, peuvent développer des addictions aux drogues ou encore l'envie de partir en Europe en tant que mineur-es non accompagné-es.

// PEUX-TU NOUS PARLER D'AVANTAGE DE LA MAISON COMMUNAUTAIRE DES FEMMES ? QUELLES PROBLÉMATIQUES RENCONTRENT LES FEMMES ICI ? COMMENT DÉCRIRAIS-TU VOTRE PUBLIC ?

Les femmes arrivent ici particulièrement vulnérables. Elles sont soit analphabètes, soit n'ont pas eu l'opportunité de faire des études ou des formations professionnelles. N'ayant pas les compétences demandées pour le marché de l'emploi et faisant parfois partie de familles à faibles



revenus ou sans revenus, ces femmes sont en souffrance. Et on le sait, la pauvreté économique et culturelle amène des problèmes sociaux, la difficulté de fuir des violences conjugales, des problèmes psychiques et de santé, etc. Les femmes avec qui on travaille sont souvent des femmes célibataires qui ont quitté l'école et doivent se prendre en charge, ou bien des femmes mariées qui doivent aider leur famille ou devenir cheffe de famille suite à une maladie ou au chômage du mari.

En plus de la formation professionnelle, l'alphabétisation, l'éducation et l'accompagnement qu'on leur offre, on leur propose également un accompagnement psychologique essentiel, avec l'aide d'une psychologue bénévole. On fait également de l'aide juridique ou de l'orientation vers une avocate ou d'autres associations pour d'autres problématiques. En temps normal, la maison des femmes propose aussi un suivi médical mais actuellement nous manquons de budget pour que tous les services soient fonctionnels.

// COMMENT RÉAGISSEZ-VOUS FACE AUX COUPES BUDGÉTAIRES QUE L'ÉTAT VOUS IMPOSE ?

L'association laisse de toute manière la maison ouverte, avec quelques activités, mais malheureusement, le manque d'argent impacte tout de même la capacité d'encadrement et de gestion des activités qu'on propose, pourtant essentielles à l'émancipation des femmes. Les associations organisées, la vente de nos produits confectionnés sur place ou de repas génèrent un peu de revenus, mais pas assez que pour nous financer entièrement. Actuellement, nous avons un groupe qui réfléchit à la mise en place d'un plaidoyer dans ce sens, car l'État se repose et délègue de plus en plus la gestion de certains services sur des associations comme les nôtres, sans les moyens nécessaires.

// DIFFÉRENTES FEMMES DE DIFFÉRENTES CULTURES VIVENT ET TRAVAILLENT ENSEMBLE DANS L'ASSOCIATION, EST-CE QUE TU PEUX NOUS EN DIRE PLUS ?

Oui, depuis presque 20 ans, le Maroc est devenu un pays de passage de femmes et hommes migrant-es subsaharien-nes se rendant en Europe. Cela fait environ 5 ans que le Maroc est devenu un pays de résidence. Comme d'autres associations, nous intégrons alors ces populations dans des projets de coopération internationale, nous leur offrons le service de formation et le transport pour venir suivre les formations. Nous avons également intégré leurs cultures dans les formations professionnelles : c'est comme ça que nous avons conçu les ateliers de confection (qu'ils soient textiles ou culinaires) interculturels. Par exemple, les femmes de différentes cultures travaillent ensemble avec des tissus et des techniques différentes. Ainsi, les femmes se rapprochent ; toutes s'entendent globalement bien et nous n'avons pas de plainte concernant le racisme entre les participantes. Malgré cet effort pour inclure au mieux les femmes venant d'Afrique Subsaharienne, la recherche d'emploi reste évidemment une grande difficulté car comme chez vous en Europe, avoir un emploi est conditionné à la détention d'une carte d'identité.

// QUELLES SONT VOS PRIORITÉS POUR L'ANNÉE QUI ARRIVE ?

L'association Darna a commencé un nouveau plan stratégique 2024-2026 mais nous avons besoin de trouver des partenaires, du budget et d'améliorer notre capacité d'organisation afin de pouvoir rester aux côtés des groupes vulnérables et de continuer notre travail essentiel. Nous souhaitons continuer de développer nos projets.

LES FEMMES DISPARAISSENT QUAND LES HOMMES VIEILLISSENT

PAR CHARLIE GELAESEN
// ANIMATEUR AUX JEUNES FGFB VERVIERS

Dans l'espace médiatique, la vieillesse féminine est victime d'un manque criant de représentation. Plus les femmes avancent en âge, plus elles disparaissent des écrans, des récits et des imaginaires collectifs. Cette invisibilisation n'est ni innocente ni anodine : elle révèle une expression profonde du sexisme et de l'âgisme, deux systèmes de domination qui se renforcent mutuellement.

Les chiffres belges confirment cette tendance. Dans les programmes audiovisuels de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la représentation des classes d'âge aux extrêmes de la pyramide démographique est extrêmement faible : alors que les 50-64 ans et les 65 ans et plus représentent près de 40 % de la population de la de la Fédération, iels n'apparaissent respectivement qu'à hauteur de 15,82 % et 5,97 % à l'écran d'après les chiffres du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

DANS LA FICTION : FIN DU RÉCIT POUR LES VIOQUES

Dans les séries et les films grand public, les femmes âgées sont rares et leurs rôles presque toujours secondaires. Elles sont mères, grand-mères, voisines, figures de soutien, rarement des sujets à part entière. Leurs désirs, leurs conflits, leurs trajectoires personnelles sont largement absentes des récits.

La vieillesse féminine y fonctionne comme une fin symbolique : fin du désir, donc fin de la centralité narrative. À l'inverse, les hommes vieillissants continuent d'occuper l'espace du pouvoir, de l'expertise et même de la romance, souvent aux côtés de partenaires féminines beaucoup plus jeunes. Cette asymétrie révèle une perception sociale dommageable : la valeur masculine serait cumulative, tandis que la valeur féminine serait périssable.

L'ILLUSION PSEUDO-PROGRESSISTE DE LA FEMME ÂGÉE EXCEPTIONNELLE

Même lorsque les médias prétendent rompre avec ces schémas, le piège demeure. Certaines œuvres, souvent saluées comme progressistes, mettent en scène une femme âgée « exceptionnelle » : brillante, libre, anticonformiste. Cette figure fonctionne en réalité comme un alibi. Présentée comme étonnante « pour son âge » ; elle reste une anomalie et non une représentation ordinaire de la vieillesse féminine.

Le message est implicite mais clair : une femme âgée intéressante est une exception, pas une norme. Cette mise en avant ponctuelle permet de célébrer la diversité tout en évitant de transformer réellement les imaginaires dominants, c'est une forme de tokenisation.

AUX INFOS : UNE PAROLE DISQUALIFIÉE

Dans les médias d'information, la situation est tout aussi révélatrice. Les femmes âgées y apparaissent rarement comme expertes ou porteuses de savoir. Elles sont plus souvent montrées comme victimes ou témoins passives. Leur parole est majoritairement dépolitisée.

Ce constat s'inscrit dans un paysage plus large : malgré une progression de la présence féminine globale à l'écran, les programmes audiovisuels belges restent profondément marqués par une tendance à l'âgisme. Les tranches d'âge les plus visibles sont celles des 19-34 ans et des 35-49 ans, tandis que les seniors, et particulièrement les femmes, sont marginalisés.

DANS LA PUB : VISIBILITÉ CONDITIONNELLE ET FLICAGE DES CORPS

La publicité offre une visibilité certes plus fréquente, mais profondément conditionnelle. Les femmes âgées y apparaissent surtout dans les campagnes dites « anti-âge », où la vieillesse est présentée comme un problème individuel à corriger. Les rides et les cheveux blancs sont présentés comme des défauts, rendant difficile l'acceptation par les concernées de leur vieillissement inévitable.

Même lorsqu'elles sont mises en avant, ces femmes sont lissées, normées, esthétisées. La vieillesse n'est acceptable qu'à condition de ne pas trop se voir, de rester maîtrisée, discrète et conforme aux injonctions des normes de beauté.

UNE QUESTION FÉMINISTE CENTRALE

L'invisibilisation n'est pas sans conséquences. En influençant l'imaginaire collectif, elle alimente l'âgisme social, fragilise l'estime de soi et renforce l'idée que l'existence des femmes une fois âgées serait moins digne d'attention. Elle prive aussi les générations plus jeunes de modèles représentatifs et multiples de vieillissement féminin.

Pousser à rendre visibles les femmes âgées n'est pas un geste symbolique, c'est une stratégie nécessaire à la libération de toute une catégorie démographique parfois oubliée de nos propres combats. Tant que vieillir en tant que femme restera synonyme d'invisibilisation, que l'adjectif « vieille » restera péjoratif dans le langage courant, nos victoires seront incomplètes.

| Tranche d'âge | Femmes visibles | Hommes visibles | Lecture féministe |
|---------------|-----------------|-----------------|---|
| 19-34 ans | ≈ 45 % | ≈ 55 % | Écart modéré mais persistant |
| 35-49 ans | ≈ 40 % | ≈ 60 % | Début de décrochage féminin |
| 50-64 ans | ≈ 30 % | ≈ 70 % | Chute brutale de la visibilité des femmes |
| 65 ans et + | ≈ 25 % | ≈ 75 % | Invisibilisation massive des femmes âgées |

PRIVILÈGES : CE QU'IL NOUS RESTE À ABOLIR

PAR BENJAMIN VANDEVANDEL

// DÉTACHÉ PÉDAGOGIQUE AUX JEUNES FGFB

Le roman national français nous enseigne que les privilèges seraient tombés la nuit du 4 août 1789. Alice de Rochechouart, docteure en philosophie née en 1989, propose dans son ouvrage une lecture bien plus nuancée de l'événement : selon elle, la force de la bourgeoisie du tiers état est d'avoir réussi à s'allier avec le peuple et la noblesse pour défendre ses intérêts : « Elle a réussi à obtenir l'abolition des privilèges qui la gênaient, tout en conservant le privilège de la richesse et en légitimant ses positions sociales. »¹ Et de faire de la propriété privée et de la méritocratie les nouveaux ciments de la République : l'individu ne s'enrichirait que par son travail, par son talent et non par des privilèges de naissance ou de caste. Mais est-ce aussi simple ? Les privilèges ont-ils réellement disparu ?

PRIVILÈGE : KÉSAKO ?

L'autrice nous propose cette définition générale : « les privilèges sont le système d'avantages injustes dont bénéficient certains groupes sociaux au détriment des autres, et qui révèlent les rapports de domination entre les individus.² » Cette définition permet de différencier « avantage » et « privilège » et de déconstruire un discours politique de droite qui tend à considérer certains avantages de travailleur-euses comme des privilèges : « pour qu'un avantage soit qualifié de privilège, il faut qu'il participe au système de domination.³ » Fin du mythe comme quoi un-e enseignant-e, un-e fonctionnaire de l'état ou un-e cheminot-e soit « privilégié-e » : « lorsque l'on qualifie de privilège des droits sociaux qui permettent à tous d'être éduqué, soigné, transporté, etc., c'est qu'on veut l'absence de droits pour tous.⁴ »

TOUSTES PRIVILÉGIÉ-ES ?

Paradoxalement, personne n'échappe aux privilèges : couleur de peau, âge, genre, santé... ont été hiérarchisés pour former une tresse de privilège. La « normalisation » est un privilège en soi, tellement ancré que ceux qui en bénéficient ne le voient plus et ne comprennent pas pourquoi il pourrait être questionné. Les débats sur le supposé « wokisme » ou le « racisme anti-blanc » en sont la parfaite illustration : le groupe dominant est à ce point surreprésenté qu'il comprendra toute mise en avant d'un autre groupe comme une menace envers ses propres privilèges. Il confondra, même inconsciemment, une attaque personnelle (être victime d'un comportement raciste en tant que personne « blanche ») avec les attaques systémiques dont sont quotidiennement victimes les personnes racisées (discrimination à l'embauche, au logement, à l'entrée en boîte de nuit...). Un homme adulte peut avoir été la cible de remarques à caractère sexuel, il ne connaîtra jamais pour autant le harcèlement de rue quotidien que subissent les femmes et ce dès le début de l'adolescence.

Précisons qu'être privilégié-e ne signifie pas avoir une vie facile. Dans la tresse de privilèges que maintient le capitalisme patriarcal, un-e travailleur-euse à temps partiel en CDI reste privilégié-e au regard de l'intérimaire qui enchaîne les contrats courts entre deux périodes de chômage... son existence n'est pas une sinécure pour autant !

LE VOTE, REMPART AUX PRIVILÈGES ?

On nous le répète à l'envi : nous vivons dans un système démocratique. Si l'exercice d'un gouvernement ne nous convient pas, il suffirait de passer aux urnes. Cette vision simpliste de la démocratie participative, qui ne se limite évidemment pas au glissement d'un bulletin de vote aux moments des élections, se confronte dans le réel à un constat de plus en plus évident : les élu-es sont souvent issu-es de catégories socioéconomiques et culturelles homogènes qui se révèlent minoritaires dans la société. Combien d'élu-es du monde ouvrier à l'Assemblée nationale en France ? 1%... contre 68% de « cadres et professions intellectuelles supérieures.⁵ » En Belgique et dans bon nombre de démocraties occidentales, cette



représentation inégale est la norme. Le terme de « représentativité » est donc à prendre avec des pincettes. Quand Macron prend la décision de ne pas respecter le résultat des élections de 2024 ou fait multiplier les « 49.3⁶ » pour passer en force des mesures qui ne sont en rien à l'avantage de la majorité de la population, ce n'est que l'aboutissement d'une logique oligarchique démarrée dès la Révolution française : « Le groupe dominant prétend être légitime pour gouverner, car il serait majoritaire- en omettant de préciser qu'il n'est pas le plus nombreux, mais le plus privilégié.⁷ » Quand du haut de ces 27 ans la ministre Eleonore Simonet, fille et petite-fille de hauts responsables politiques, déclare sans ciller que « l'oisiveté est moins rémunératrice que le travail⁸ » tout en siégeant dans un gouvernement qui favorise flexi jobs, travail étudiant et intérim, nous sommes face à une parfaite illustration de la violence de classe.

ABANDONNER SES PRIVILÈGES

On ne peut abandonner ses privilèges ; on peut en prendre conscience et lutter pour que ces derniers ne s'exercent plus, de façon individuelle comme collective. Comment espérer « une justice sociale et une prise en compte des minorités, si celles-ci sont systématiquement exclues de l'écriture des lois et des mesures politiques ? »⁹ L'autrice propose plusieurs pistes, de la co-gestion des ressources naturelles en passant par le tirage au sort des représentant-es ou encore en pensant l'éducation des enfants comme des ressources à protéger plutôt que comme futur-es soldat-es du capitalisme. Si elle n'a pas de remède miracle, sa conclusion est en revanche sans équivoque : « Pas question de remplacer l'élite dirigeante par un nouveau groupe tout aussi dominant : pour abolir les privilèges, il faut tout changer.¹⁰ »

- 1 Alice de Rochechouart, « Privilèges : ce qu'il nous reste à abolir », éditions JC Lattès, p. 58
- 2 Ibid, page 68
- 3 Ibid, page 94
- 4 « Jacques Rancière répond aux grévistes de Paris Nord », Révolution permanente, 17 avril 2018 (cité in « Privilèges », page 97)
- 5 <https://datan.fr/statistiques/deputes-origine-sociale>
- 6 L'article 49 alinéa 3 de la Constitution française, dit « 49.3 », permet au Premier ministre, sur décision du Conseil des ministres, de faire adopter un projet de loi sans vote à l'Assemblée nationale.
- 7 Op. cit, page 159
- 8 <https://www.rtbef.be/article/face-a-la-penurie-de-main-d-uvre-on-a-besoin-de-flexibiliser-l-emploi-dit-eleonore-simonet-ministre-des-pme-11519389>
- 9 Op. cit, Page 236
- 10 Ibid, Page 246

LE FÉMINISME MARXISTE : UN FÉMINISME DE LUTTE

PAR JULIETTE LÉONARD
// MILITANTE AUX JEUNES FGTB

Chaque année le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, est l'occasion pour des centaines de milliers de femmes à travers le monde de se réunir afin de revendiquer l'égalité et des dispositifs contre les violences sexistes et sexuelles. Cette journée s'inscrit dans une perspective internationaliste, rappelant que les femmes font face à un même système mondialisé qui les exploite et opprime. Comme nous le constatons en Belgique, partout où prospèrent les politiques de droite et d'extrême droite, les femmes sont particulièrement impactées. Notamment en raison des emplois qu'elles occupent majoritairement : secteur du soin, temps partiels, moins payés, etc. Les politiques de droite augmentent la précarité des femmes, mettent à mal leurs droits et accroissent les violences à leur encontre. Dès lors, cette année encore, le 8 mars belge s'inscrit dans la lutte contre les gouvernements Arizona et Azur pour dénoncer leurs politiques d'austérité, de flexibilisation des conditions de travail, de vol des pensions, de fragilisation des services publics et de la sécurité sociale ainsi que leurs attaques contre le monde associatif et les syndicats.

Les liens entre luttes féministes et sociales sont au cœur de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes et ce dès le début du 20^{ème} siècle. L'internationalisation de cette journée se doit à Clara Zetkin. Partant du "National Women day", mis en place par le parti socialiste étatsunien sous l'impulsion de la militante féministe ouvrière juive Theresa Serber Malkiel, Zetkin propose que le 8 mars résonne à un niveau international.

L'internationalisme et la lutte contre le capitalisme sont une évidence pour la féministe marxiste Clara Zetkin. En effet, pour les féministes marxistes, l'oppression et l'exploitation des femmes sont dues au système capitaliste. Le sexisme est considéré comme une idéologie qui permet de baisser les salaires, les conditions de travail et de diviser la classe travailleuse. Marx et Engels théorisaient déjà l'oppression des femmes, notamment au sein de la famille. Soulignons que, pour les marxistes, les femmes ne sont pas considérées comme une classe à part entière, mais comme une catégorie spécifique de travailleuses.

Pour ces féministes, la lutte des classes est donc centrale et les femmes prolétaires ont plus d'intérêts en commun avec les hommes prolétaires qu'avec les femmes bourgeoises. Elles s'opposent ainsi au féminisme bourgeois. Dans cette perspective, les femmes ont intérêt à lutter contre le capitalisme et à organiser et participer aux luttes féministes comme socialistes qui sont

bénéfiques pour l'ensemble du prolétariat. Ces conceptions, parfois mal comprises, pourraient laisser penser que "Les femmes ? Tout sera réglé à la fin du capitalisme". Pourtant, les écrits et politiques de féministes telles que Zetkin ou Kollontai démontrent qu'il y a d'autres combats à mener pour atteindre l'égalité hommes/femmes au niveau de l'éducation, mais pas seulement. Les féministes marxistes militent pour la socialisation du travail domestique à travers l'organisation publique de crèches, cantines, jardins d'enfants, etc., qui permettent de collectiviser ce travail et de ne pas le laisser reposer sur les femmes au sein de la sphère familiale.

À travers les décennies, de nombreuses féministes marxistes – ou matérialistes bien que ces dernières, faisant des femmes une classe à part entière, s'éloignent du marxisme – se sont appropriés les écrits de Marx pour en offrir diverses interprétations. Certaines féministes marxistes contemporaines mobilisent le concept de "travail reproductif" pour désigner le travail spécifique réalisé par les femmes. "Pour elles, en plus de permettre des bas salaires et la division, le sexisme permet un travail spécifique sur lequel repose le capitalisme. En effet, pour fonctionner, le capitalisme a besoin de main d'œuvre. Ainsi, dans une société capitaliste, le travail d'éducation, de soin, de prise en charge... majoritairement assigné aux femmes sert à reproduire la main d'œuvre gratuitement ou à bas coûts". Dès lors, le capitalisme ne peut fonctionner sans l'exploitation des femmes.

Nous le voyons, le marxisme offre de riches grilles de lecture qui permettent de penser nos conditions de vie et ouvrent des horizons plus larges qu'une déconstruction individuelle. Mais le féminisme marxiste, comme toute pensée marxiste, ne se limite pas à ces théorisations. Pour les marxistes, si la théorie est primordiale, l'objectif n'est pas de philosopher sans fin mais bien de se mettre en action. La théorie n'a de sens que dans son rapport à la pratique, les deux s'enrichissant. La force du marxisme, c'est de nous inviter à lutter pour renverser le rapport de force et de dessiner une autre société : le socialisme. Si les mouvements féministes ont souvent fait l'impasse de la question stratégique, le féminisme marxiste nous invite à nous poser sérieusement la question de comment renverser ce rapport de force.



Discours de Clara Zetkin à un meeting en 1918

À mon sens, l'apport du marxisme nous incite aujourd'hui à œuvrer pour créer un mouvement fort et massif qui peut obtenir des victoires. Pour cela, nos luttes doivent partir d'une analyse de la situation : il n'existe pas a priori une bonne ou une mauvaise pratique, une pratique n'étant pas bonne ou mauvaise en soi : tout dépend d'où se situent les forces en présence. Notre rôle aujourd'hui est d'affirmer qu'une alternative au capitalisme est possible, de contrer la résignation, d'aviver la conscience de classe et de démontrer que, ensemble, nous pouvons obtenir des victoires. Ces victoires, même petites, sont nécessaires dans la constitution d'un mouvement qui a conscience de sa force.

Plus que jamais, nous devons sortir des logiques d'entre soi en allant à la rencontre des personnes qui ne sont pas encore sûres de pourquoi le capitalisme nuit aux travailleuses et aux travailleurs. Nous devons également proposer des outils d'organisation collective – comme le syndicat – aux personnes qui veulent lutter contre le gouvernement Arizona, mais ne savent pas comment. Les mouvements sociaux sont des moments cruciaux. Face à la montée des discours réactionnaires et à la radicalisation du capitalisme, le féminisme marxiste nous offre une boussole essentielle. Il nous invite à analyser mais surtout à lutter collectivement, à intensifier les mouvements féministes et à obtenir des victoires.

Clara Zetkin et Rosa Luxemburg en 1910



1 Léonard Juliette "Finalement, c'est quoi le patriarcat ?" (CVFE) : www.cvfe.be/publications/analyses/575-finalement-cest-quoi-le-patriarcat

INTERVIEW

LES LUTTES SYNDICALES AU MAROC

PAR LUCILE DE REILHAN

// CHARGÉE DE COMMUNICATION AUX JEUNES FGTB

Avec les Jeunes FGTB-Bruxelles, nous avons eu la chance de participer à une mission syndicale au Maroc, co-organisée par l'IFSI, le CEPAG Bruxellois et la Centrale des Métallos MWB, afin de rendre visite à nos camarades de la Confédération Démocratique du Travail (CDT). Les différentes rencontres avec des syndicalistes de Tanger, Rabat, Casablanca, et Marrakech nous ont permis d'aborder des questions brûlantes d'actualité sur place, et d'échanger sur nos pratiques syndicales respectives. Renouvellement et féminisation du syndicat, moyens d'action, lois anti-sociales et anti-syndicales, lutte pour la Palestine : beaucoup de sujets ont été abordés et ont été formateurs. Ici, nous avons voulu en partager un aperçu avec la retranscription d'une interview d'une représentante syndicale de la CDT.

// PEUX-TU TE PRÉSENTER EN QUELQUES MOTS ET NOUS PARLER BRIÈVEMENT DE TON PARCOURS SYNDICAL ?

Je m'appelle Fatma Hafid, je suis professeure de philosophie, ici, au Maroc. J'adhère au syndicat – la Confédération Démocratique du Travail – depuis mes 20 ans. Au long de ces 40 années d'engagement syndical, j'ai beaucoup milité. Étant donné que l'enseignement était mon premier secteur d'engagement syndical, j'ai commencé mon militantisme par la lutte pour le droit à l'éducation comme un endroit fondamental pour les citoyen-nes marocain-es.

// PEUX-TU PRÉSENTER LA CDT EN QUELQUES MOTS ?

La Confédération Démocratique du Travail est un syndicat progressiste et démocrate [le plus proche idéologiquement de la FGTB]. Il est fortement présent dans certains secteurs comme le transport, l'enseignement, la santé. Il est associé aux principaux mouvements sociaux ayant touché le Maroc au cours des 50 dernières années. Il a été créé à la suite d'une scission avec l'UMT et il milite pour la démocratie. Par ailleurs, il est la base de la première grève générale au Maroc, sur la question palestinienne. Ses membres ont fortement été réprimés durant les « années de plomb » et le sont encore malheureusement fréquemment.

Par son travail à la fois intellectuel (discours, analyses, réflexions) et concret (grèves, protestations, prises de position), la Confédération Démocratique du Travail a redonné à la classe ouvrière son identité et l'a sortie de la marginalisation. Elle lui a permis de redevenir présente et active, jusqu'à occuper la première place au Maroc malgré les obstacles, la répression.

// QUAND IL Y A UN PROBLÈME POLITIQUE, EST-CE QUE VOUS ARRIVEZ À MOBILISER ? QUELS SONT VOS MOYENS D'ACTION ?

Pour prendre juste l'exemple d'aujourd'hui, nous comptons nous réunir afin de créer une communauté de solidarité avec les personnes emprisonnées pour avoir milité pour leur droit au logement. Plus globalement, depuis 1990, la CDT est active dans de nombreux comités de solidarité que ce soit pour la Palestine ou pour des problèmes nationaux. Maintenant, nous nous organisons aussi beaucoup via tous les réseaux sociaux.

Nous mettons également beaucoup d'importance sur les formations syndicales. Premièrement car la formation des travailleur-euses et des militant-es est primordiale pour accompagner l'action politique : elle nous permet de connaître nos droits et de comprendre le fonctionnement du monde qui nous entoure. Deuxièmement car ces formations nous permettent d'avoir des financements extérieurs – par exemple notamment grâce à nos partenariats internationaux comme celui avec la FGTB. C'est particulièrement important pour nous au vu de nos difficultés financières. Car en effet, même si l'État est censé légalement financer les partis et les

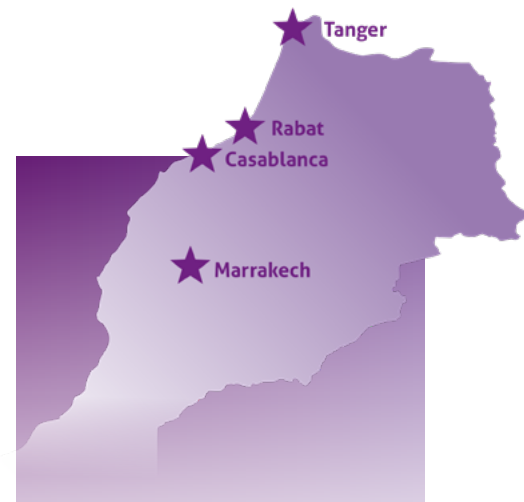
syndicats, nous n'avons dans les faits que peu de subventions étant donné que nous sommes de gauche – et donc dans l'opposition. Avoir plus d'argent nous permet ainsi d'offrir le transport et un repas aux adhérent-es, ce qui encourage la participation. De plus, si nous mettons en place une possibilité d'accueil pour les enfants, les femmes sont nombreuses à venir. Certes, nous devons sensibiliser un maximum sur la question de l'égalité homme-femme, mais on ne peut pas attendre de convaincre les hommes un par un à propos du partage des tâches. Il est donc très important de continuer à proposer des solutions concrètes au sein de nos syndicats pour permettre aux femmes de s'y investir davantage !

Beaucoup de camarades et de militants de gauche soutiennent les combats féministes. Mais au syndicat, il n'y a pas seulement des militants de gauche : il y a tout le monde, donc également des islamistes avec des pensées réactionnaires. Par exemple, il est quasiment impossible de parler des questions LGBTQI+ avec ces gens-là. Ils n'acceptent pas les différentes sexualités et en font un sujet tabou. Mais nous, en tant que militant-es des droits humains, on trouve qu'il est primordial d'en parler.

// AS-TU AGI POUR LES DROITS DES FEMMES DURANT CES ANNÉES ?

Oui, évidemment. Avec des camarades, nous avons même créé la section des femmes. Il faut savoir que ce n'est pas évident d'avoir des femmes au sein du syndicat. Les causes sont multiples et, ici, une des causes sur laquelle nous devons travailler en tant que syndicalistes mais également comme féministes, c'est la question de la question des traditions et de la culture. Grâce à mon expertise dans le domaine du genre et de la sociologie, j'ai travaillé à ce que la question de l'égalité de genre soit acquise au sein de mon syndicat. Et j'ai notamment lutté pour et avec les travailleurs et travailleuses vulnérables, surtout avec les travailleuses migrantes.

D'ailleurs, j'aimerais rapidement souligner que concernant les droits des migrant-es, il existe un véritable deux poids deux mesures. Les Européens et les Américains défendent les droits de l'homme dans leurs pays, mais lorsqu'ils viennent chez nous, on constate que les travailleur-euses sont privé-es de leurs droits dans les usines appartenant à des patrons occidentaux. Nous ne sommes pas dupes face à cette hypocrisie et nous luttons contre l'impérialisme occidental qui nous affecte directement.



// QU'AS-TU APPRIS D'ESSENTIEL DURANT CES ANNÉES DE MILITANTISME ?

Ces 40 années de lutte syndicale m'ont appris qu'il faut beaucoup de courage quand on est syndicaliste. Qu'il faut souvent persévérer, tomber, se relever, nouer des alliances, bref, que le combat n'est pas tous les jours simple mais que si on ne fait rien, on a déjà perdu. Aussi, j'ai compris que les principes de notre syndicat – la CDT – sont l'égalité, le travail décent, mais pas seulement ! C'est aussi la lutte pour la démocratie. On ne peut pas seulement militer au sein de la classe ouvrière. Il faut également militer au niveau politique. Parce qu'il ne suffit pas de faire un cahier revendicatif bien détaillé : il faut un gouvernement qui nous entende et des alliés politiques de gauche au sein du gouvernement. Ainsi, nous militons à la fois pour la classe travailleuse, mais également pour que le gouvernement entende nos voix afin que les politiques publiques aillent dans le sens de la justice sociale, de la démocratie et des droits des travailleur-euses. Nous voulons également la fin du despotisme et de la dictature et de toutes sortes de corruption. Pour ces combats, notre force est un large front de gauche, avec les partis de gauche, les syndicats, les associations. Et c'est tout cela, ensemble, nous permet d'atteindre de réels changements.

// VOUS L'AVEZ DIT, VOUS AVEZ DES DIVERGENCES DANS VOS OPINIONS POLITIQUES ENTRE LES SYNDICALISTES. EST-CE QUE VOUS ARRIVEZ QUAND MÊME À AVANCER ENSEMBLE SUR CERTAINES QUESTIONS ?

Notre but n'est pas de rester à 30 ou 40 personnes, mais bien de mener des luttes sociales avec le plus de gens possible. Et plus il y a de gens au sein du syndicat, plus il reflète la société avec ses différentes idéologies et contradictions. Et la société est traversée par une vision patriarcale de ce que doit être une femme : elle doit s'habiller comme ça, s'occuper des enfants, ne pas faire de politique, etc. Donc il faut du courage en tant que

femme pour s'affirmer, même au syndicat ! Petit à petit, les femmes prennent de la place et les hommes au sein du syndicat comprennent cela. Certes, j'ai pleuré, je suis tombée. J'ai entendu des choses qui ont pu me blesser mais maintenant je suis forte parce que j'ai 60 ans, que je ne suis plus une petite fille qui va se laisser intimider. Et j'espère avoir un peu ouvert la voie aux femmes de la nouvelle génération qui vont s'engager à la CDT.

// PEUX-TU NOUS FAIRE PART D'UNE DE VOS PLUS GRANDES LUTTES SOCIALES MENÉES AVEC LE SYNDICAT ?

C'était certainement la lutte pour le droit à l'organisation syndicale. Ici, les patrons ne laissent pas les travailleur-euses adhérer au syndicat. Nous avons dû – et nous devons encore – faire des manifestations pour défendre ce droit. Nous avons été arrêté-es, emprisonné-es. Personnellement, je suis convaincue que la vraie lutte se mènera par et avec la classe ouvrière. Car si les enseignant-es, les médecins, etc., se mettent en grève, iels auront toujours un salaire à la fin du mois. Mais ce n'est pas le cas des ouvrier-ères. Ici, notre combat est double : nous devons à la fois négocier avec les patrons, mais également les forces de l'ordre, car l'État est au service du patronat. Alors, nous demandons à l'État de surveiller les patrons et de veiller à ce que le code du travail soit respecté.

Récemment, nous avons arraché une victoire dans une usine de volaille dans laquelle nous avons lutté pour ce droit à l'organisation syndicale et à un travail digne. Les militant-es syndicaux-ales ont été viré-es et arrêté-es, mais grâce au combat mené, les travailleur-euses ont pu réintégrer l'usine et le patron a même changé de directeur. Nous continuerons à nous mobiliser pour que chaque travailleur-euse ait droit à un salaire et un travail décent. Que la lutte continue.

RACISME, LUTTE DES CLASSES ET ARIZONA

PAR MIGUEL SCHELCK

// ANIMATEUR AUX JEUNES FGTB BRUXELLES

La Belgique est loin d'en avoir fini avec le racisme. Les personnes d'origine étrangère ou perçues comme telles ont plus difficilement accès à l'emploi, au logement, sont moins bien prises en charge lors de visites médicales, sont surcontrôlées par la police et plus sévèrement punies par la justice¹.

À ce racisme s'ajoute la montée des formations réactionnaires et d'extrême droite et l'infusion de ces idées dans le reste du champ politique. Les partis politiques traditionnels reprennent les thématiques et discours de l'extrême-droite. On pense aux propos racistes du président de Vooruit et à la position de ce parti sur l'immigration, mais aussi aux propos de cadres du MR ou encore aux concessions accordées par Ecolo et le PS sur Frontex lors de la dernière législature.

Alors que la situation exigerait un plan ambitieux de lutte contre le racisme, nos gouvernements ont régulièrement défendu des mesures que l'on pourrait qualifier d'extrême-droite. Cela s'est accentué avec l'Arizona dont le projet est de démanteler progressivement les droits fondamentaux et dont le programme va plus loin que le plan en 70 points du Vlaams Belang qui, en son temps, avait été condamné pour son racisme.

En effet, l'Arizona a commencé la bataille contre l'asile et la migration : plus de centres fermés, moins de centres d'accueil, durcissement des conditions du regroupement familial, criminalisation des migrant-es et de ceux qui les accueillent, etc. Sur fond de racisme et d'exclusion, le gouvernement espère nous diviser pour mieux régner. Ainsi, plutôt que de promouvoir l'emploi, l'Arizona veut faire des migrant-es des pays défavorisés à l'échelle du monde et des "sans-papiers" des citoyen-nés de seconde zone. En plus de libérer le racisme, ces politiques impactent l'ensemble des travailleur-euses via un nivellement par le bas qui permet l'abaissement des salaires et des conditions de travail. Ce que nous acceptons pour une partie des travailleur-euses risque un jour de se répercuter sur le reste de celles-ci.

En parallèle, la politique de casse sociale de l'Arizona accroît les inégalités sociales et touche particulièrement les femmes, les migrant-es des pays de la périphérie et semi-périphérie, etc. En effet le malus-pension, la réforme des primes de nuit, l'exclusion des travailleurs sans emploi du chômage, l'intérim à durée indéterminée, etc. vont toucher en première ligne les franges les plus précarisées de la classe travailleuse : ceux qui ont dû travailler sans papiers pendant un certain temps, celles qui ont dû s'occuper d'enfants, ceux qui n'ont pas trouvé de travail car étranger-ère ou perçu-e comme tel-le etc.

Le gouvernement de l'Arizona est donc un gouvernement de classe, mais aussi un gouvernement véhiculant une idéologie sexiste et raciste pour nous diviser, nous opposer et nous affaiblir. Mais le mouvement social est fort et c'est dans la lutte que la solidarité grandit. Lorsque nous luttons côte à côte, nous prenons conscience que nous avons plus en commun que ce que prétendent ceux qui tentent de nous diviser.

C'est pourquoi, à l'appel des syndicats et de la société civile, nous serons dans la rue pour les prochaines actions contre le gouvernement Arizona, mais également le 8 mars pour la grève féministe et le 21 mars pour la journée de lutte contre le racisme.

¹ <https://www.unia.be/fr/actua/journ%C3%A9e-contre-le-racisme-2025>

LA LUTTE DES MINEURS ANGLAIS CONTRE THATCHER

PAR GASPARD MASSART
// ANIMATEUR AUX JEUNES FGTB NAMUR

L'ère industrielle est particulièrement marquée par l'histoire syndicale : les grandes grèves de 1960 en Belgique, les manifestations étudiantes au Chili en 2011, le soulèvement pour les salaires et la démocratie en Corée du Sud en 1996 et, bien entendu, la fameuse grève des mineurs en Grande-Bretagne en 1984 et 1985. Petit retour sur cette dernière, qui a modifié la culture syndicale, ouvrière et politique de l'Europe entière, ainsi que sur la figure infecte de la Dame de Fer et de son gouvernement.

Quand la NUM, principal syndicat minier de Grande-Bretagne, lance un immense mouvement de contestation et de grève en mars 1984, le pays vit sous un gouvernement néolibéral autoritaire (si cela vous rappelle quelque chose, ce n'est pas un hasard) depuis 1979. Gouvernement dirigé par la tristement célèbre Dame de Fer, Margaret Thatcher. En bonne néolibérale, elle veut privatiser ou fermer de nombreuses entreprises publiques, notamment de nombreuses mines, et affaiblir des syndicats perçus comme un obstacle à ses politiques. C'est dans ce contexte que la NUM lance un immense appel à la grève, de mars 1984 à mars 1985 : un mouvement d'un an que le gouvernement va réprimer dans la violence.

En décembre 1984, le mouvement atteint un point critique. Les grévistes sont las après près de quarante semaines de grève et l'hiver renforce la pression économique mise sur les travailleurs. Les bassins miniers, notamment le pays de Galles et le Kent, restent extrêmement mobilisés. Le gouvernement durcit la répression, envoie la police montée pour casser les piquets de grève et refuse tout dialogue ou toute concession. La solidarité internationale s'organise face à tant de violence et de répression : des organisations syndicales du monde entier envoient des fonds pour soutenir la NUM et notamment la FGTB, à travers la Centrale Générale et les Métallos wallons, qui ont été particulièrement solidaires, allant jusqu'à organiser des envois de colis alimentaires et de jouets pour les enfants des grévistes lors des fêtes de Noël 1984.

Le gouvernement autoritaire n'a jamais reculé ni même plié. À la place, il a arrêté plus de 9 000 personnes et blessé plus de 5 000 autres. Les mines et les industries ont progressivement fermées, plongeant des pans entiers de la Grande-Bretagne dans la misère, notamment le pays de Galles et le Kent. Une destruction humaine et économique dont on ressent encore les effets aujourd'hui.

La phrase fétiche de Margaret était « There Is No Alternative » (TINA — il n'y a pas d'alternative). Effectivement, certaines choses semblent immuables : la destruction des services publics et la privatisation ou la fermeture d'entreprises publiques entraînent misère et mort dans les régions désindustrialisées. Aujourd'hui, on ne peut que s'inquiéter quand le Premier ministre belge se dit fan de Thatcher et quand les responsables politiques ressortent cette phrase. Car si « il n'y a pas d'alternative », pourquoi est-ce qu'on les paye ?

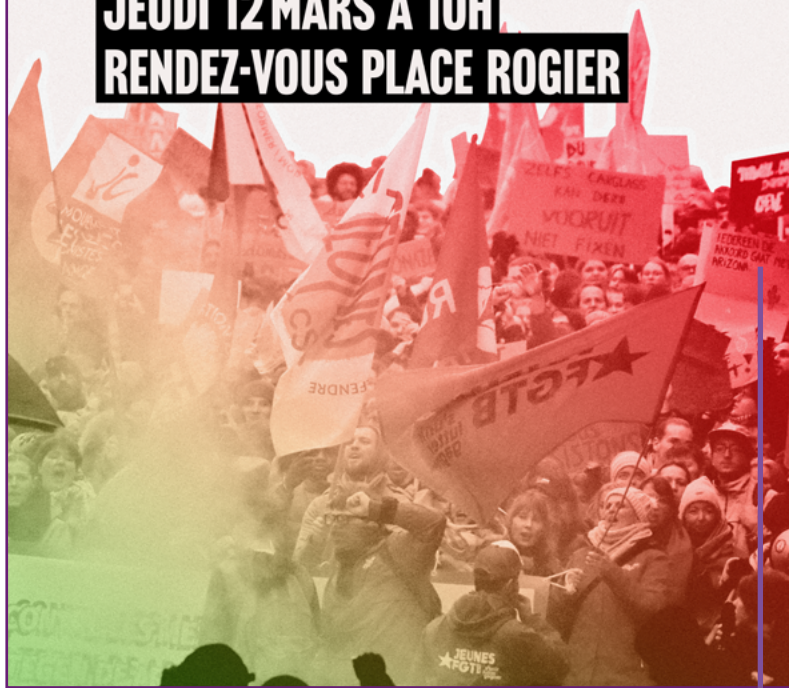
Je vous laisse avec ce couplet de Renaud, issu de la magnifique chanson *Miss Maggie* (avant qu'il n'insulte un virus et n'embrasse la police) :

*Palestiniens et Arméniens
Témoignent du fond de leurs tombeaux
Qu'un génocide c'est masculin
Comme un SS, un torero.
Dans cette putain d'humanité
Les assassins sont tous des frères
Pas une femme pour rivaliser
À part peut-être, Madame Thatcher.*



MANIFESTATION NATIONALE CONTRE L'ARIZONA

**JEUDI 12 MARS À 10H
RENDEZ-VOUS PLACE ROGIER**



Il ne se passe pas une semaine sans que les partis de l'Arizona ne brutalisent les travailleur·euses. Du gouvernement fédéral aux communes, de Knokke à Arlon, des cadres du secteur pharmaceutique aux ouvrier·ères du secteur public : nous sommes toutes concernées.

Ce jeudi 12 mars, le front commun syndical organise une manifestation pour lutter contre les différentes mesures des partis de l'Arizona :

- Contre les réformes élitistes dans l'enseignement et la hausse du minerval
- Pour des services publics accessibles et de qualité
- Pour des contrats stables et de meilleurs salaires
- Pour des pensions dignes pour toutes
- Pour préserver les libertés syndicales et empêcher la répression
- Pour une fiscalité en faveur des travailleur·euses

CAMARADE !

Camarade ! est un journal d'actualité et de réflexion syndicale par et pour les jeunes syndicalistes, édité par les Jeunes FGTB.

Notre objectif : traiter de l'actualité syndicale d'un point de vue jeune, mais aussi de proposer des réflexions sur le syndicalisme, le capitalisme, l'antifascisme, le sexisme, le racisme, l'écologie et bien d'autres thématiques.

Camarade !, ce n'est pas seulement un journal papier, c'est aussi un WebMédia qui proposera du contenu entre chaque numéro.

Camarade ! est ouvert aux publications extérieures. Envie de participer ? N'hésite pas à soumettre ta contribution (qu'elle soit une analyse politique, un travail artistique ou autre) au Comité de rédaction du journal.

communicationjeunes@jeunes-fgtb.be



Secrétariat général des Jeunes FGTB

Rue Haute, 42 – 1000 Bruxelles
02/506 83 92
jeunes@jeunes-fgtb.be

Bruxelles

Rue de Suède, 45 – 1060 Bruxelles
02/552 03 63
jeunes.Bruxelles@fgtb.be

Brabant Wallon

Rue du Géant, 4 Boite 2 – 1400 Nivelles
067/21 63 73
brabant-wallon@jeunes-fgtb.be

Centre

Rue H. Aubry, 23 – 7100 Haine-St-Paul
064/23 61 19
centre@jeunes-fgtb.be

Charleroi

Rue du Grand Central, 91 – 6000 Charleroi
071/231 277
Marie.SCHIAVON@fgtb.be

Liège

Place St Paul, 9/11 – 4000 Liège
08/009 00 45
jeunes.liege@fgtb.be

Luxembourg

Rue des Martyrs, 80 – 6700 Arlon
063/24 22 59
fgtb-luxembourg@fgtb.be

Mons-Borinage

Rue Lamir 18-20 – 7000 Mons
065/32 38 83
mons@jeunes-fgtb.be

Namur

Rue St Nicolas, 84 – 5000 Namur
081/64 99 56
namur@jeunes-fgtb.be

Verviers

Pont aux Lions 23, Galerie des Deux Places – 4800 Verviers
087/63 96 54
verviers@jeunes-fgtb.be

Wallonie-Picarde

Rue du Crampon, 12A – 7500 Tournai
069/88 18 04
tournai@jeunes-fgtb.be

Un journal des Jeunes FGTB



camarade.be



@CamaradeWebMedia

JEUNES
★ FGTB s'unir
lutter
gagner

Graphisme et mise en page : Nina Schwab

